

Publié le 23 février 2023

## Deux Epl à l'honneur lors de la visite du ministre des Outre-mer à La Réunion

Le ministre des Outre-mer, Jean-François Carenco, est resté trois jours à La Réunion pour y rencontrer toutes les forces vives locales, du 16 au 18 février. Des actionnaires d'Air Austral à la présidente de la région, Huguette Bello, et au président du département, Cyrille Melchior, en passant par les acteurs de l'apprentissage, des agriculteurs, des pêcheurs ou encore des représentants du BTP, le ministre a eu le temps de prendre le pouls de la situation sur place. Deux Epl ont été mises à l'honneur : le centre de formation et d'apprentissage Afpar et le bailleur social, la Semac. Témoignages.



**Vice-présidente de la [région de La Réunion](#), Karine Nabenesa est aussi présidente de la [Spl Afpar](#), centre de formation professionnelle sur l'île depuis 1960. « C'est la seule Spl en France qui assure de la formation professionnelle continue en direction des adultes et des demandeurs d'emploi. La région en est l'actionnaire majoritaire, avec le conseil départemental, la commune de**

Saint-Paul et la communauté de communes **Civis** ([communauté intercommunale des villes solidaires](#)) », rappelle-t-elle. Elle a eu l'occasion de passer quelques messages au ministre. « 3 000 personnes sont formées chaque année chez nous, avec un taux de réussite de 86 %. Le ministre a pris le temps de déjeuner avec l'ensemble des acteurs de la formation puis de rendre visite aux bénéficiaires d'une formation en cours sur la transition écologique. C'est un thème capital pour nous, nous proposons ainsi, depuis l'année dernière, **une formation sur le photovoltaïque, la première accessible à des demandeurs d'emploi**. Nous avons besoin de personnes formées dans ce domaine pour faciliter notre transition écologique », assure-t-elle.

## Le défi de la transition écologique

Il est vrai que la situation sociale sur l'île appelle le développement de nouveaux métiers pour exploiter les ressources locales. Sur les 900 000 habitants environ recensés sur place, 156 000 sont des demandeurs d'emploi, soit 19 % de la population active. Autre indicateur social : près de 100 000 personnes sont en situation d'illettrisme. « Le ministre nous a assuré de son soutien dans les partenariats que nous souhaitons nouer entre l'université, l'Afpar et la Chambre des métiers et de l'artisanat dans le domaine de la transition écologique. J'en ai profité pour attirer son attention sur la **nécessaire adaptabilité de nos formations au contexte local** ainsi que les modules complémentaires qu'il faudrait mettre en place. Les diplômes que nous délivrons doivent être adaptés à la réalité de notre territoire », poursuit-elle. Par adaptabilité, la présidente suggère le fait que les diplômés s'appuient trop sur des critères métropolitains et moins sur des spécificités réunionnaises. « **On ne fait pas la même cuisine à La Réunion qu'en métropole** », explique-t-elle.

## Garder les diplômés sur place

Autre sujet abordé : l'évaporation des néo-bacheliers qui, une fois le bac en poche, ont tendance à disparaître des radars. « Nous cherchons à former ces personnes pour qu'elles puissent travailler sur place. Les postes ouverts ont tendance à ne pas être occupés par les locaux. Dans l'absolu, un Réunionnais formé sur l'île souhaite y rester. Mais nous constatons que beaucoup s'en vont et que **ceux qui vont faire des études en métropole ne reviennent pas**. Il faut réfléchir au rééquilibrage de la balance pour que l'absence de main-d'œuvre n'accroisse pas le nombre de chômeurs », conclut-elle.



Les pelleteuses sont enfin entrées en action à

la friche Cannelle (Photo Semac).

## La friche Cannelle enfin réhabilitée

Dans un tout autre registre, le ministre a souhaité que Frédéric Pillore, directeur général de la **Semac (Société d'économie mixte d'aménagement et de construction)** mais aussi président de l'Armos de La Réunion, lui présente le projet de la friche Cannelle en centre-ville de Saint-Benoît. « Cette friche est en cours de démolition depuis le mois d'octobre 2022, elle a bénéficié du fonds friche à hauteur de 1,54 M€ et ce coup de pouce financier a été essentiel pour débloquer une situation qui perdurait depuis une vingtaine d'années », se réjouit-il. **56 logements LLTS (Logement locatif très social, équivalent du Plai en métropole) y verront le jour pour une livraison prévue pour le deuxième semestre 2025.** « Nous sommes satisfaits de la rapidité avec laquelle le fonds friche a permis de faire évoluer le projet. C'est sans doute ce que Jean-François Carencio souhaitait mettre en évidence, une dynamique sur notre territoire... confrontée pourtant à une situation tendue sur le logement social », explique Frédéric Pillore. Ce dernier rappelle en effet que la liste des demandeurs de logements sociaux s'allonge (39 000 au dernier pointage) et que les chiffres de la production sont en berne : **1 448 livraisons en 2022 contre, par exemple, 1 512 en 2020... en plein confinement.** « La situation n'est pas bonne et le ministre avait annoncé qu'il ne viendrait pas avec une baguette magique. Il a demandé cependant au préfet de réunir régulièrement l'ensemble des acteurs de la filière pour qu'**une dynamique collective se mette en place à l'heure où chacun tire un peu la couverture à soi.** Nous attendons que cette demande fasse l'objet d'une proposition concrète de la part du préfet », conclut-il.